

## Parti socialiste – Conseil national du 18 janvier 2003

### Contribution générale déposée par les signataire de l'appel du 17 novembre *Intervention de Christophe Clergeau*

Cher(e)s camarades,

Je m'exprime au nom des 17 premiers secrétaires fédéraux et des responsables de plus de 50 fédérations, issus historiquement de toutes les sensibilités du PS et qui se sont retrouvés dans l'appel dit du "17 novembre", et qui ont décidés de déposer une contribution générale tout en apportant leur soutien à la démarche de François Hollande.

Si nous avons choisi de prendre la parole collectivement, c'est parce que la première leçon que nous tirons du 21 avril est celle d'un devoir d'intervention des militants. Nous gardons le souvenir d'une belle aventure lancée en 1997 et dont le sens a parfois fini par nous échapper.

Nous souhaitons continuer à contribuer à l'effort collectif d'invention, car nous nous sentons avec vous co-propriétaires et responsables de ce parti. Nous sommes les « adhérents directs » d'une majorité qu'il faut désormais construire.

Certains s'étonnent du foisonnement de contributions générales qui caractérise ce congrès. Peut-on s'étonner que la richesse du débat des militants se traduise par une grande diversité de contributions. Nous devons avec Jean-Christophe Cambadélis refuser "la polka des égos ", mais attention à ne pas rejeter le débat des éGAUX. Prenons collectivement conscience que notre parti change, et que dans leur immense majorité, les militants ne pensent plus le débat interne au filtre des courants d'hier. Les socialistes veulent un débat libre et un congrès clair.

Nous remercions François Hollande d'avoir rendu possible une telle liberté du débat. Cette liberté ne va pas sans la responsabilité et la clarification politique.

La responsabilité d'abord parce que nous ne faisons pas un congrès seulement pour nous-même. Nos débats passent souvent comme autant de divisions aux yeux de nos électeurs et concitoyens. Il faut donc limiter les motions à l'expression des divergences insurmontables.

La clarté ensuite car les militants n'accepteront pas que la majorité du congrès de Dijon se compose dans le secret des couloirs et de la commission des résolutions. Chacun doit dire comment, et avec qui, il compte devenir majoritaire dans le parti pour mettre en œuvre son orientation. Ce sont les militants qui doivent trancher en toute connaissance de cause les enjeux d'orientation et de pouvoir. Il faut dans ce congrès imposer la transparence.

C'est la raison pour laquelle nous avons souhaité, dès le départ, lever toute ambiguïté en annonçant que nous placions notre engagements au sein de la majorité qui entourera François Hollande.

Notre adhésion à cette possible majorité est liée à notre volonté de construire un socialisme d'aujourd'hui qui tourne le dos à la tentation sociale-libérale comme à la mythologie du coup de barre à gauche. Nous voulons sur la base de cette orientation édifier un grand parti socialiste fidélisant plus du tiers de l'électorat, force électorale et force militante, indispensable pour réussir demain une alternance et une alternative à gauche.

Nous pensons qu'il est possible de rassembler largement le parti autour de ce socle. C'est la raison pour laquelle, dès lundi matin, nous défendrons dans nos fédérations la contribution du Premier secrétaire avec celles et ceux qui s'y reconnaissent.

Nous continuerons à porter nos positions et propositions complémentaires, que nous espérons voire prises en compte dans la motion, comme ont été prises en compte hier nos propositions pour la rénovation du PS. Au regard des différents textes qui affichent une démarche similaire, nous sommes persuadés qu'il est possible de construire une nouvelle majorité, riche de sa diversité, rajeunie et renouvelée, et profondément ancrée dans le débat militant qui traverse notre parti depuis le 21 avril.

Notre contribution s'inscrit donc dans la démarche de François Hollande. Elle ne prétend pas à l'exhaustivité mais au contraire à la complémentarité, en proposant d'insister sur quelques questions clefs qu'il nous faut aujourd'hui repenser, en tentant de défricher des enjeux nouveaux trop souvent désertés par les socialistes.

A l'ouverture de ce congrès, les uns et les autres s'accusent soit de développer des positions irréalistes, soit de ne pas être crédibles parce qu'il développeraient aujourd'hui des positions contraires à leur pratique d'hier. Sortons de ces anathèmes pour demander aux uns et autres d'expliquer comment ils comptent transformer leurs intentions en changement concrets.

Nous devons en effet refonder à l'occasion de ce congrès la méthode politique au service de la transformation

sociale qui nous manque depuis 1983. La politique est-elle autre chose qu'un discours, peut-elle réellement agir et transformer nos sociétés, est-elle capable de prendre en charge les enjeux nouveaux ? Voilà les questions que nous posent les citoyens. Quand ils y répondent négativement ils se réfugient dans le vote protestataire ou dans l'abstention.

Pour notre part, nous vous proposons de réfléchir à une nouvelle stratégie de transformation sociale autour de l'invention d'une politique durable, globale et participative.

Une politique durable est une politique qui sait anticiper, prendre en charge les questions d'avenir et donner la priorité à la construction du futur. Une politique durable ne se limite pas à l'adoption d'un loi, elle prend en compte pleinement la question des conditions d'application et des effets de long terme des réformes qui sont engagées. Elle repose sur la nécessité d'une action continue dans le temps pour changer véritablement les choses. Et bien entendu ses orientations sont tenables aussi bien dans l'opposition que dans l'exercice du pouvoir.

Une politique globale prend en charge les enjeux globaux comme ceux du développement durable et n'ignore aucun sujet de préoccupation des plus intimes au plus collectifs. Effaçons nos distinctions habituelles et fausses entre questions sociales et sociétales, cessons de renvoyer au dernier rang de nos préoccupations les enjeux scientifiques et techniques pour au contraire éclairer leurs interdépendances. Une politique globale développe également des orientations cohérentes et se donne les moyens d'agir à tous les niveaux de gouvernement, du local au mondial, pour réhabiliter la crédibilité de l'action publique face à la mondialisation libérale.

Nous parlons trop souvent de réforme des institutions ou de consultation des citoyens. Il nous faut désormais promouvoir une véritable démocratie participative, qui reconnaisse la diversité des acteurs et de leur légitimité, favorise le pluralisme de l'expertise et de l'information, où les élus acceptent de s'engager dans les controverses et où les citoyens peuvent interpellier les assemblées élues et faire inscrire les sujets qui leur tiennent à cœur à leur ordre du jour. Les politiques doivent rechercher le consentement profond de l'opinion sans lequel il n'y a pas de transformation sociale durable.

Mais la démocratie participative doit d'abord être une démocratie sociale. Un siècle après la charte d'Amiens, nous proposons que les politiques reconnaissent enfin la spécificité du monde associatif et syndical et que le parti amorce la rédaction d'une charte de la transformation sociale qui définisse nos rapports et notre vision d'un possible partenariat dans le respect mutuel. Nous devons par exemple accepter que les syndicats soient plus souvent des coproducteurs de règles et de normes. Nous ne pouvons transformer seuls la société. Nous avons besoin pour cela de la conquête du pouvoir politique mais aussi de la mobilisation du mouvement social et citoyen.

Cette méthode n'a de sens qu'au service d'objectifs politiques qui permette la construction d'une alternative à gauche. Les deux principaux fronts de la reconquête sont pour nous l'égalité et le développement durable et solidaire.

La gauche n'a pas su répondre à l'individualisation des conditions de vie et à l'éclatement des relations de travail. Sous les coups du libéralisme la précarité et la détresse sociale se sont développées. Pour gagner, la gauche doit retrouver le sens des combats unifiants qui rassemblent les couches populaires dans une mobilisation collective pour des droits nouveaux pour tous. A nos yeux ce combat est celui de l'égalité. Il prend trois directions. D'abord celle du retour à l'égalité républicaine des droits face au développement des discriminations. Ensuite celle du développement de droits nouveaux pour les salariés afin de leur offrir une protection égale face aux nouveaux risques économiques, et des chances égales de construire leur avenir. La protection sociale du travail et la formation tout au long de la vie relèvent de ces droits nouveaux. La troisième direction est celle de la refondation de services publics de l'égalité, et en premier lieu du système éducatif, dont la légitimité doit reposer sur leur contribution à la réduction des inégalités.

La lutte contre le libéralisme est d'abord le combat contre la marchandisation du monde. Nous refusons que les ressources naturelles, le vivant, les relations sociales et les loisirs soient accaparés par une économie libérale sans règles. Les choix de développement et les choix scientifiques et techniques ne doivent pas être laissés aux entreprises ou aux experts mais réintégrés dans le jeu démocratique afin par exemple d'interdire le clonage ou combattre les OGM. Nous devons également affirmer une volonté politique pour l'environnement, contre les lobbies dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie, des transports,... Enfin, l'économie de marché n'est pas l'horizon indépassable des socialistes. Seule la reconnaissance d'une économie plurielle, certes avec le marché, mais structurant aussi d'autres logiques économiques : celles des biens publics, de l'économie sociale et solidaire, de l'économie domestique, permettra d'éviter que la logique libérale se généralise à l'ensemble des activités humaines.

Pour mener ces batailles nous avons besoin d'un outil collectif efficace. L'objectif de construire un grand parti socialiste en doublant ses effectifs et en fidélisant un tiers de l'électorat n'est pas un gadget. Fixer des objectifs de développement c'est s'engager dans une véritable rénovation, car pour réussir il nous faut transformer en profondeur nos pratiques. Construire un grand parti socialiste, c'est retrouver le lien avec la société, s'ancrer à nouveau dans le monde tel qu'il est, bâtir une force politique à l'image de la société, faisant la place aux milieux populaires, aux femmes, aux jeunes. Ce grand parti socialiste est enfin la base sans laquelle il n'y aura pas de rassemblement et d'union de la gauche. Plutôt que d'agiter le mécano statutaire ou celui du grand parti de la gauche, donnons-nous les moyens de prouver par nos pratiques que la politique peut redevenir le débouché des

engagements citoyens, que l'alternance à gauche peut redevenir une alternative mobilisatrice et synonyme de transformation sociale.

Plus que jamais les socialistes doivent être convaincus que leur histoire a un avenir.